

Il n'y a pas de politique agricole

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

29 mai 2020

Nourrir toute la Guadeloupe n'est pas chose aisée. On n'accède pas d'un geste à l'autonomie alimentaire. Ce n'est d'ailleurs pas le propos. Les agriculteurs pourraient cependant satisfaire au marché interne, dans des proportions trois fois plus importantes que ce qu'ils couvrent aujourd'hui. Cette perspective ne peut contrarier que ceux qui tirent profit d'un secteur d'importation de plus en plus hypertrophié, y compris dans le secteur agricole. Le métier d'agriculteur ne manque ni de bras ni de cerveaux. Chaque année une centaine de jeunes guadeloupéens sortent diplômés du lycée agricole de Baie-Mahault. Certains sont titulaires d'un BTS. Quelques-uns poussent encore plus loin leurs études. Sur cette centaine de jeunes seuls deux trouvent à s'installer. Ils n'ont pas accès au foncier. Le Département, grand propriétaire foncier, doit revoir sa politique d'installation des jeunes agriculteurs. Toute une génération autrefois installée est aujourd'hui à la retraite. Elle a morcelé les parcelles au profit d'héritiers qui n'ont pas repris le métier et ont construit. Pis, certains d'entre eux dépassés par l'âge, ont donné les terres en exploitation à des personnes moyennant un pourcentage sur les récoltes. Ce sont souvent des étrangers. Ils sont durs à la tâche, mais n'ont aucune formation agricole. Ils ne maîtrisent pas les techniques d'amélioration du sol, procèdent à des dosages trop importants de produits phytosanitaires. Les jeunes ne peuvent s'installer et les surfaces agricoles diminuent. Ce constat démontre qu'il n'y a pas de réflexion et encore moins de politique déterminée sur le sujet. Autre pratique qui nuit à la diversification. Il est distribué chaque année des terres aux melonniers et aux planteurs de bananes sous prétexte qu'ils créent des emplois. Si on donnait leurs chances aux jeunes, ils créeraient eux aussi des emplois. Quand on évoque le problème de l'eau, tout le monde pense à l'eau potable. Pourtant l'eau agricole pose problème aussi. En période de sécheresse, le barrage de Léteye est au plus bas. À cette période il approvisionne essentiellement Gardel et la centrale à charbon d'Albioma. Les exploitants agricoles de la zone sont privés d'eau.

Certains légumes, la tomate, le concombre, des pastèques, des ignames et des patates douces, peuvent être arrosés en gouttes à gouttes. D'autres comme la carotte et les salades ont besoin d'un arrosage en aspersion. Ce qui est impossible quand le barrage est au plus bas, puisqu'il n'y a aucune pression. Seul Albioma tire profit de l'eau du barrage. Bref, l'agriculture est sacrifiée au profit de l'industrie. Qui s'en émeut ? Personne. À Marie-Galante aussi se pose le problème de l'eau agricole. En période de sécheresse c'est la misère. J'entends dire qu'il n'y a pas de relève dans la profession agricole. C'est faux. Les jeunes qui choisissent la formation agricole sont souvent fils d'agriculteurs. Ils connaissent le métier. Ils sont motivés.

| Nous étions chassés

En revanche, j'ai le regret de constater qu'il n'y a pas de politique agricole définie dans ce pays. J'ai lu qu'au vu de l'expérience du Covid-19 les régions de l'Hexagone s'orientent vers un développement endogène. La Guadeloupe peut emprunter aussi cette voie. À condition de redéfinir avec les élus, les professionnels, une véritable politique de production agricole et de miser sur les jeunes. Et puis, nous attendons avec impatience ce fameux marché d'intérêt régional. Il est indispensable à la commercialisation de nos produits. Je rappelle que le parking de Gourdeliane qui sert de plateforme de redistribution est un marché que nous avons imposé en 2004. Nous étions chassés des marchés de Pointe-à-Pitre avec nos camionnettes. Nous sommes allés à Lauricisque, nous avons été chassés aussi. Nous avons créé une association et nous avons investi Gourdeliane avec l'autorisation verbale des présidents de Région successifs. Nous sommes à ciel ouvert, sans clôture. N'importe qui peut venir vendre n'importe quoi en même temps que les exploitants agricoles. Il est temps d'ériger le marché d'intérêt régional. En attendant une véritable politique de production agricole.

“Nous pourrions doubler la part de

marché”

Le Covid-19 a placé une loupe sur une évidence que tout le monde occulte en temps normal. On peut se passer d'un smartphone, d'un bijou, d'une croisière. On ne peut se passer de nourriture. Lait, beurre, crème fraîche et autres produits frais venus d'ailleurs, ont pendant plusieurs jours, disparu des rayons des supermarchés. Si la Guadeloupe avait été plus durement touchée par le coronavirus, elle aurait souffert de pénurie alimentaire. Pendant la période de confinement la consigne était de tout arrêter. Ou presque. Les exploitants agricoles ont démontré qu'ils étaient conscients de leur mission. Ils ont continué à produire fruits, légumes et tubercules. Ils ont rivalisé d'ingéniosité et de courage afin d'approvisionner les Guadeloupéens. Les marchés étaient fermés. Les exploitants agricoles avec l'aide des techniciens de la Chambre d'agriculture ont mis en place un drive à Petit-Canal. Les municipalités d'Anse-Bertrand, de Port-Louis et de Petit-Canal ont apporté leur contribution. De nombreux bénévoles se sont impliqués. Toutes ces forces ont réorganisé la distribution. Paniers de fruits et légumes, préparés et commandés à l'avance ont été récupérés par les clients dans le respect des consignes sanitaires.

| Pays vulnérable

La profession s'est heurtée à une administration "très méticuleuse" alors qu'il s'agissait de nourrir la population. Je pense notamment à la réouverture de la plate-forme du parking du vélodrome (à Baie-Mahault, NDLR). Cette opération n'a pas fonctionné aussi bien que celle du Nord Grande-Terre. Trop d'intervenants, trop de discours inopérants. Le président de l'association des exploitants agricoles qui gère la plateforme de Gourdeliane a été mis hors-jeu. L'événement est devenu une action de communication par-devers les exploitants agricoles... Le Covid-19 montre à quel point un pays peut être vulnérable quand il ne produit pas de quoi nourrir sa population. Au milieu de la tempête, les élus, la population en prennent conscience. Passé le danger, les élus passent à autre chose. Les consommateurs retournent s'approvisionner dans les hypermarchés. Aujourd'hui, 1 300 exploitants agricoles produisent 4 400 tonnes de fruits sur une superficie de 568 hectares. 484 hectares sont plantés en vivres et

racines. 2 700 hectares en cultures légumières et en diversification végétale. Cette production ne comble que 20 % du marché de la Guadeloupe. Tout le reste c'est de l'importation. Nous pourrions doubler la part de marché de la production locale. D'abord en arrêtant de rogner sur les surfaces agricoles. Ensuite en permettant à tous les exploitants agricoles d'avoir accès aux aides du Poseidom, dès lors qu'ils sont déclarés et qu'ils paient leurs cotisations sociales. Au moment du confinement, tous les exploitants agricoles ont nourri la population sans se soucier de savoir qui appartenait ou non à une organisation professionnelle. Aujourd'hui seuls les groupements (canne, banane, melon et quelques producteurs de légumes) ont accès aux aides du Poseidom. Cette façon de procéder est franco-française. À Madère, les exploitants agricoles accèdent au Posei sans être membres d'organisations professionnelles. Hôteliers et restaurateurs aussi doivent mettre en avant les produits de leur terroir. À l'image des pratiques en vigueur dans tous les pays du monde.

| Vent nouveau

Dans nos cantines scolaires, nos enfants mangent betterave, petits pois, haricots verts et maïs en conserve. Ceci accompagné de poissons carrés surgelés, et cuisses de poulets gonflés à l'eau. Ignames, madères, patates douces et légumes du pays sont réputés trop chers. Aux élus d'adopter une politique d'aide aux cantines scolaires afin que nos enfants retrouvent le goût des produits de leur pays. Les denrées en provenance de Saint-Domingue et d'autres pays de la Caraïbe ou d'Amérique du Sud ont des coûts de production insignifiants comparés aux nôtres. Les pays européens concurrencent notre production grâce à leur volume de production. Comment répond-on à cette réalité ? Toutes ces données auraient dû faire l'objet d'études, de débats, de réflexions menés conjointement par les exploitants agricoles, la Chambre d'agriculture, les élus et les cadres administratifs afin d'élaborer une véritable politique de production agricole. Malheureusement, les élus ne s'y connaissent pas toujours. Peu sont intéressés. L'administration qui les entoure n'est pas opérationnelle non plus. À la Région les fonctionnaires du service économique sont en place depuis Mathusalem. Il s'est créé des relations. C'est humain. Afin de prévenir des rentes de situation, un vent nouveau ne serait-il pas le bienvenu ? La Région a retenu le principe d'un projet de marché d'intérêt

régional en 2017. Ce projet a fait l'objet d'un marché public en février 2019. Concrètement, il n'y a toujours rien. L'autonomie alimentaire dépend du dynamisme, du savoir-faire et de l'implication des exploitants agricoles. Sûr. C'est cependant l'affaire de tous les Guadeloupéens, élus, commerçants, restaurateurs, hôteliers et consommateurs. Reste encore à savoir si cette autonomie alimentaire est un objectif commun. Nous avons tout le temps d'y penser. En attendant le prochain Covid.

« Deux mois sans marché c'est difficile »

Les marchés fermés durant le confinement rouvrent petit à petit. Comme à chaque crise, les consommateurs redécouvrent le local. Pourtant, à sa réouverture, le marché a Man Réau à Pointe-à-Pitre accueille un public timide.

9 heures, Pointe-à-Pitre, le vendredi 15 mai. « *Pani on lo machann !* » Le marché a Man Réau a rouvert ce matin. Partiellement. Yvette, habitante de la commune, « *owa sinéma-la* », attendait ce jour avec impatience. Situé rue Youri-Gagarine, à Pointe-à-Pitre, éloigné du centre commerçant, ce marché accueille les habitués des environs. Yvette en fait partie. À 84 ans, elle a ses petites habitudes. Et venir faire le marché tous les vendredis en fait partie. Mais ce matin, elle est déçue. Les maraîchères, qui étaient devenues de bonnes amies avec le temps, ne sont plus là. Le marché a Man Réau ne ressemble en rien à ce qu'elle connaît. Le silence est presque gênant. Sans compter la pluie qui n'aide en rien ses affaires. Seuls trois maraîchers sont installés aux emplacements dédiés. Des agents ASVP régulent les entrées et les sorties, délimitées par des barrières. Les quelques marchands respectent la distanciation réglementaire d'un mètre entre chaque étale. La police municipale est là également. « *Aujourd'hui ce sont les maraîchers* », précise Sandra Enjaric, 3e adjointe au maire venue contrôler la bonne organisation des marchés. « *On leur a demandé de se mettre en règle, c'est pour ça qu'ils ne sont pas nombreux.* » Leur dossier doit être complet et ils doivent avoir leur carte. « *Ça nous a permis de tester le dispositif* », poursuit l'adjointe au maire. Du côté des

maraîchers, l'ambiance est plutôt morose. Sandrine est assise face à son étal, munie de son masque et de ses gants, elle attend les clients, bras croisés. « *Normalement à cette heure-là le marché est bondé raconte-t-elle, je n'ai pas l'habitude de le voir comme ça* ». La maraîchère espère que le public sera au rendez-vous le lendemain. « *J'ai besoin de vendre mes produits, enfin ce qu'il reste quoi. Je n'ai pas envie que tout pourrisse encore s'énerve-t-elle. Si les gens consommaient local plus souvent je n'aurais pas eu de mal à écouler mes produits* ».

| Livraison à domicile

Le lendemain, vers 11 heures, le spectacle est différent. Le soleil est à son zénith. Malgré la chaleur intense, les clients ont fait le déplacement. « *Il y a eu beaucoup de passages depuis ce matin* » se réjouit une maraîchère. « *Pas autant que ce qu'on avait avant, mais ça a été quand même* ». Il n'y a pas foule. Certains habitués sont venus saluer les vendeurs. « *Alors, le confinement s'est bien passé ?* » interroge une cliente. « *Érèzman i fin' !* » rétorque la maraîchère en levant les yeux au ciel. Une vingtaine de maraîchers, mais aussi deux bouchers et une vendeuse de plats préparés, sont regroupés sur les emplacements réservés. Les mesures de sécurité sont respectées. En partie. Tous les vendeurs n'ont pas de masque ou de gants. Même chose pour les clients. À l'entrée du marché, un panneau indique pourtant que « *le port du masque est obligatoire* ». Et puis il y a ceux qui ne sont pas satisfaits de la nouvelle organisation du marché. « *Pani on lo biten* », lâche une femme, son sac-cabas sous le bras. Certains étals sont mieux achalandés que d'autres. Mais, dans l'ensemble, il y a bien moins de produits qu'à l'accoutumée. « *Deux mois sans marché c'était difficile* », confesse Max dans un long soupir. « *Les factures tombaient toujours, il n'y a pas de pitié* ». Pour combler le manque à gagner, cet agriculteur livrait à domicile. « *Mais ça ne suffit pas, ajoute-t-il. Par contre j'ai remarqué que beaucoup de gens veulent manger local mais n'aiment pas forcément se déplacer ou venir sur les marchés* ». L'idée d'une souveraineté alimentaire beaucoup débattue durant le confinement, semble bien loin dans l'esprit de ces exploitants agricoles. « *Je pense que les gens vont revenir doucement à leurs anciennes habitudes, poursuit Max. J'ai rencontré des personnes quand je faisais mes livraisons qui sont prêtes à consommer*

local plus souvent, à condition que la livraison à domicile soit maintenue ».